

L'enfance meurtrie du Rwanda

Jean Hélène

Le Monde, 16 mai 1994

Hantés par le souvenir des massacres, les petits mutilés de Kigali hurlent leur douleur

Au fond de l'hôpital de campagne ouvert il y a deux semaines par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), deux tentes ont été dressées. Coincées entre un mur de brique et un talus pour se protéger des bombes, elles abritent une cinquantaine d'enfants qui chantent en accueillant les visiteurs. Le sourire des infirmières, le professionnalisme irréprochable des médecins, les regards rassurés des malades, et puis ces comptines qui s'élèvent parmi les chants d'oiseaux, tout rassure. Mais l'horreur n'a pas quitté la ville, ni les mémoires.

Cette petite fille qui chante n'a plus de bras gauche, amputé à hauteur de l'aisselle. Ce garçon claudiquant traîne un moignon de jambe qu'il n'a pas perdu dans un champ de mine. « *Un jour, on nous a amené deux frères, se souvient René Caravielhe, de Médecins sans frontières. Ils jouaient dans la rue quand les tueurs sont passés. Ils ont tranché les pieds de l'un et les mains de l'autre.* » Il est si facile de mutiler un enfant : un seul coup de machette suffit pour l'estropier...

Deux brancards plus loin (tous les malades ici dorment sur des brancards), un jeune garçon, orphelin comme la plupart de ses compagnons,

est couvert d'ecchymoses noirâtres. Il a été battu jusqu'au sang par les assassins de ses parents. Des secouristes de la Croix-Rouge rwandaise l'ont récupéré le lendemain avec sa petite sœur de sept ans : « *Nous l'avons trouvée, inerte, couchée en travers d'un tronc d'arbre sur lequel on l'avait sauvagement violée.* »

Et puis il y a la menace des bombes. Même si cela n'ajoute pas à l'angoisse des enfants, inconscients de ce danger, cela inquiète les responsables de l'hôpital du CICR, situé en contrebas de la colline de Rugenge, siège de l'état-major des forces régulières et d'un camp d'où l'armée bombarde les positions du FPR, qui réplique aussitôt. L'hôpital, qui s'est ménagé des abris antiaériens, est dans une ligne de mire, et les tirs d'obus ne sont pas toujours précis.

Des enfants chantent dans la cour des convalescents, mais d'autres hurlent en salle d'opération. Huit viennent d'arriver aux urgences, touchés par le même obus (dont quatre sérieusement). Le visage ensanglanté d'un nouveau-né émerge d'un carton où, faute de berceau, les infirmières l'ont déposé. Une fillette blessée aux jambes crie sans discontinuer sur la table d'opération. Est-ce de douleur ou de terreur ? Combien de victimes de bombardements ? De machettes ? Im-

possible à dire, répond Correa Baas, infirmière hollandaise. Cela dépend des jours. « *Quand les combats baissent d'intensité, les blessés, qui peuvent enfin quitter les quartiers, arrivent plus nombreux.* » Ici, les patients savent qu'ils ne risquent rien, que les tueurs ne vont pas pénétrer dans l'hôpital comme ils ont souvent investi églises et écoles pour y massacrer les réfugiés. Mais personne, même guéri, n'ose en sortir. Surtout depuis qu'un jeune homme, enfin rétabli, a voulu rentrer chez lui. Il a été tué au premier barrage de miliciens, à 50 mètres de l'hôpital.

Jusqu'à présent, le centre ne manque de rien, mais l'approvisionnement se fait au coup par coup, suivant les possibilités. Parfois, les combats rendent l'aéroport de Kigali impraticable; parfois des miliciens, trop nerveux, bloquent les convois routiers qui montent de Bujumbura. Depuis que Philippe Gaillard, le chef de la délégation du CICR, est allé parlementer avec le président des milices le ramassage des blessés à travers la ville est à nouveau possible, sans que les miliciens les extirpent des voitures pour les achever sur le bord de la route, sous le faux prétexte d'avoir débusqué un ennemi infiltré.

La pénurie d'eau courante, dont la capitale est maintenant totalement privée depuis une semaine, devient le problème majeur. Le CICR doit aller s'approvisionner, comme les habitants, aux sources les moins exposées et passe des heures à remplir et livrer des jerricans. Il fournit aussi en eau et en médicaments le centre hospitalier de Kigali (CHK), qui héberge 1 200 patients civils et un « *très grand nombre* » de militaires.

« *Nous avons en moyenne 90 admissions par semaine* », dit André

Musy, administrateur médical; « *mais il y a quinze jours, nous avons reçu 60 blessés d'un coup, tandis que 60 autres étaient dirigés sur le CHK* », après un bombardement de l'église de la Sainte-Famille, qui abrite près de 8 000 déplacés, dans le centre-ville (sous contrôle gouvernemental). « *Ce jour-là, il y a eu 13 morts et 115 blessés* », précise le Père Wenceslas Munyeshyaka. « *Six obus sont tombés sur la mission, l'un après l'autre; ce n'est quand même pas un hasard!, s'insurge-t-il. Je vous en prie, dites-leur qu'il ne faut pas viser les civils!* »

Dans l'église au toit troué, plusieurs centaines de personnes occupent les petits bancs de bois. Les gens dorment partout, jusque sous l'autel et, dans la nef, quelques blessés légers se reposent. Dehors, 7 000 autres ont envahi les jardins, le presbytère et les salles de classe de la mission. « *Voyez par vous-même, dit encore le Père Wenceslas, Hutus et Tutsis sont mélangés, sans animosité. Nous avons enfin résolu le problème de la menace des miliciens; maintenant des gendarmes veillent sur nous. Quant au ravitaillement, nous avons encore accès, par chance, à un entrepôt de Caritas.* »

A l'hôtel des Mille-Collines, voisin du ministère de la défense, les 550 déplacés sont mieux logés, mais moins rassurés. Ils ont vidé la piscine, et la direction de l'hôtel loue un camion-citerne qui apporte de l'eau. Pour le ravitaillement, le marché central a rouvert et les étals regorgent de produits pillés. Ce qui explique que les prix n'ont pas trop augmenté, d'autant plus que, du fait de l'exode d'une bonne partie de la population (et des massacres), « *le nombre de consommateurs a beaucoup diminué* ».

Tous redoutent de voir, d'un mo-

ment à l'autre, les miliciens faire irruption dans leurs chambres. Et même la visite du chef d'état-major des Forces armées rwandaises (FAR) qui accompagnait, jeudi 12 mai, le Haut Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, José Ayala-Lasso, n'a pas calmé leur angoisse. Le diplomate onusien est venu dire aux « otages de la violence » que le « monde se préoccupait de leur sort ». Il a déclaré, à l'issue de sa visite que les rebelles du FPR et les autorités rwandaises lui avaient promis de permettre l'évacuation de tous les déplacés des zones de combats.

Le chef des FAR, le major général Augustin Bizimungu, s'irrite quand on lui fait remarquer que l'armée est incapable de contrôler les milices, qui ont notamment empêché la MINUAR d'évacuer une soixantaine de réfugiés

des Mille-Collines, il y a quinze jours : « *Il faut bien comprendre que nous avons dû faire un choix : le Front patriotique rwandais nous a attaqués le 7 avril au moment où la population commençait à s'entretuer, après l'assassinat du président. Il nous a fallu concentrer nos efforts pour contenir l'offensive du FPR, plutôt que de dégarnir les lignes de front [à Kigali et dans le nord] et envoyer nos soldats rétablir le calme et empêcher les massacres.* » Aujourd'hui, le FPR gagne du terrain en province et s'approche, par l'est, de Gitarama, siège du gouvernement intérimaire, une ville jusqu'à présent épargnée par les massacres. Mais la menace d'une irruption des troupes rebelles dans cette préfecture fait monter la tension et pourrait déclencher les tueries qui n'ont pas encore eu lieu.